

# PREFECTURE DE LA LOIRE

DIRECTION DES ACTIONS  
INTERMINISTERIELLES  
ET EUROPEENNES

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Affaire suivie par Odile PRACCA :  
Téléphone 04.77.48.48.95 :  
Courriel : odile.pracca@loire.pref.gouv.fr

Le Préfet de la Loire  
Chevalier de la Légion d'honneur

Dossier n° : 2009/0586

## **Arrêté n° 2009/0597 portant mise en demeure**

**VU** le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L 514-1 ;

**VU** les récépissés de déclaration des 15 février 1965, 22 avril 1975, 12 avril 1976, 19 décembre 1978 et 2 septembre 1996 réglementant les activités exercées par la S.A.S. IMERYS TC dans ses installations sises à SAINTE-AGATHE-LA-BOUTERESSE -" La Barge" - "Bel Air" ;

**VU** le courrier du 13 août 2003 par lequel l'exploitant fait part de l'arrêt des activités de fabrication et de cuisson de produits en terre cuite ;

**VU** l'étude de sol avec évaluation simplifiée des risques transmise par l'exploitant le 22 octobre 2003 ;

**VU** le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 12 août 2009, établi à la suite d'une visite d'inspection du 8 juillet 2009, constatant que l'abandon du site sans entretien, conduit à un état de délabrement des bâtiments préoccupant pour la sécurité ;

**CONSIDERANT** que l'état des lieux révèle que le site est régulièrement occupé et connaît des dégradations supplémentaires ;

**CONSIDERANT** que les prescriptions applicables à l'installation susvisée ne sont pas respectées et qu'il y a donc lieu de mettre en demeure l'exploitant de les satisfaire, afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

**SUR PROPOSITION** de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

## **ARRETE**

**ARTICLE 1er** : l'arrêté du 20 août 2009 portant mise en demeure de la société IMERYS TC est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes.

**ARTICLE 2** : La société IMERYS TC est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article R 512-74 du code de l'environnement (mise en sécurité du site garantissant l'absence de risques et/ou interdiction totale d'accès au site) **sous un délai de 3 mois**.

**ARTICLE 3** : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement susvisé.

**ARTICLE 4** : En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Sous-Préfet de MONTBRISON, Monsieur le maire de SAINTE-AGATHE-LA-BOUTERESSE et Monsieur l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Étienne, le 21 octobre 2009

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général

Patrick FERIN

Copie adressée à :

- Monsieur le Président de la S.A.S. IMERYS TC
- 1 rue des Vergers
- BP 22

69579 LIMONEST CEDEX

- M. le Sous-Préfet de MONTBRISON

- Monsieur le maire de SAINTE-AGATHE-LA-BOUTERESSE

- M. l'Inspecteur des installations classées, Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

- Archives

- Chrono